

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
15 juin 2007
Français
Original : anglais

**Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions
dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'état d'avancement
de leur examen****Additif**

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil est saisi figure dans les documents S/2007/10 du 9 février 2007, S/2007/10/Add.7 du 2 mars 2007, S/2007/10/Add.12 du 5 avril 2007, S/2007/10/Add.15 du 27 avril 2007 et S/2007/10/Add.20 du 1^{er} juin 2007.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 9 juin 2007, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan (voir S/2004/20/Add.23, 30, 35, 37, 39, 40, 44, 46 et 49; S/2005/15/Add.1, 4 à 6, 9 à 12, 18, 25, 28, 30, 37, 40, 49 et 50; S/2006/10/Add.1, 4, 11, 12, 14 à 16, 18, 19, 23, 34, 36 à 39 et 49; et S/2007/10/Add.17 et 20)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à ses 5687^e et 5688^e séances (privées), tenues le 7 juin 2007, comme convenu lors de consultations préalables.

À la 5687^e séance, comme convenu lors de consultations préalables, le Président a adressé, avec l'assentiment du Conseil et en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire de ce dernier, une invitation à Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour pénale internationale.

À l'issue de la 5688^e séance, conformément à l'article 55 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le communiqué suivant a été publié par les soins du Secrétaire général en lieu et place d'un procès-verbal :

À sa 5688^e séance, tenue à huis clos le 7 juin 2007, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan ».

Comme suite à la décision prise à la 5687^e séance tenue plus tôt le 7 juin 2007, le Président a invité Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour pénale internationale, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire, à participer à l'examen de la question.



Les membres du Conseil et M. Luis Moreno-Ocampo ont eu un échange de vues.

Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des effectifs militaires ou de police à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) (voir S/2001/15/Add.49; S/2002/30/Add.22 et 46; S/2003/40/Add.22 et 46; S/2004/20/Add.23 et 40; S/2005/15/Add.22 et 48; et S/2006/10/Add.21 et 48)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5689^e séance (privée), tenue le 8 juin 2007, comme convenu lors de consultations préalables.

À l'issue de la séance, conformément à l'article 55 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le communiqué suivant a été publié par les soins du Secrétaire général en lieu et place d'un procès-verbal :

Le 8 juin 2007, en application des dispositions des sections A et B de l'annexe II de sa résolution 1353 (2001), le Conseil de sécurité a tenu sa 5689^e séance, à huis clos, avec les représentants des pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP).

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ont entendu un exposé présenté, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par Michael Møller, Représentant spécial du Secrétaire général pour Chypre et chef de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre.

Les membres du Conseil, M. Møller et les représentants des pays fournisseurs de contingents ont eu un échange de vues.

La situation en Sierra Leone (voir S/1995/40/Add.47; S/1996/15/Add.6, 11 et 48; S/1997/40/Add.21, 27, 31, 40 et 45; S/1998/44/Add.8, 11, 15, 20, 22, 28 et 50; S/1999/25 et Add.1, 9, 18, 22, 32, 41 et 48; S/2000/40/Add.5, 10, 17 à 19, 24, 26, 28, 30, 32, 35, 37, 43 et 50; S/2001/15/Add.4, 13, 26, 38 et 51; S/2002/30/Add.2, 12, 20, 27, 38 et 48; S/2003/40/Add.12, 28 et 37; S/2004/20/Add.13 et 37; S/2005/15/Add.20, 25, 34 et 50; et S/2006/10/Add.23 et 50)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5690^e séance, tenue le 8 juin 2007, comme convenu lors de consultations préalables.

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Allemagne, du Canada, du Nigéria, des Pays-Bas et de la Sierra Leone, à leur demande, à participer au débat, sans droit de vote.

Comme convenu lors de consultations préalables, le Président a adressé, avec l'assentiment du Conseil et en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire de ce dernier, une invitation au juge George Gelaga King, Président du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, et à Stephen Rapp, Procureur du Tribunal spécial pour la Sierra Leone.